



Miloud Chennoufi à Algérie54: “La normalisation” avec Israël, une subordination néocoloniale

Par [Miloud Chennoufi](#)

Mondialisation.ca, 14 janvier 2021

[Algérie54](#) 12 janvier 0201

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Dans un entretien accordé à Algérie54 le Docteur Miloud Chennoufi professeur de relations internationales et directeur des études supérieures au Collège des Forces Canadiennes (Toronto), nous parle des derniers développements survenus dans la région du Maghreb dans le sillage de la normalisation du régime marocain avec l'entité sioniste, la violation du cessez-le feu au Sahara Occidental par l'occupant marocain, l'impact de la normalisation des pays du Golfe avec l'entité sioniste sur la cause palestinienne, l'invasion de l'Irak et le printemps arabe. L'entretien sera publié en deux parties

Algérie54: Tout d'abord, il est important de connaître votre avis sur les derniers événements liés à la normalisation des relations entre le Maroc et l'entité sioniste, et la reprise des hostilités militaires entre la RASD et le royaume Chérifien, et son impact sur la région ?

Dr. Miloud Chennoufi: Les deux événements sont indissociables. Le gouvernement marocain n'avait aucune raison de rompre le cessez-le-feu. Sachant que l'opinion publique serait majoritairement hostile à la normalisation avec Israël, une opération militaire devait concentrer l'attention sur le Sahara occidental de sorte à pouvoir présenter la transaction sous cet angle « patriotique » plutôt que sur celui de poignard planté dans le dos des Palestiniens. Une technique de diversion qui n'a rien de nouveau. Mais il y a plus. Les rapports cordiaux entre le Maroc et Israël ne sont pas nouveaux ; c'est d'ailleurs ce que des ministres marocains eux-mêmes ne cessent de répéter en public depuis l'annonce de la normalisation. Il en est de même des monarchies du Golfe, y compris celles qui n'ont pas encore officiellement établi des relations diplomatiques avec Israël.

Pourquoi en est-il ainsi? La réponse se trouve dans un élément structurel de la dynamique géopolitique de la région, précisément dans une ligne de fracture entre monarchies et républiques.

Cette ligne de fracture distingue les Etats de la région et leurs systèmes politiques en fonction de leur accession à l'indépendance. Les républiques, dont l'Algérie, ont obtenu leur indépendance grâce à des mouvements nationalistes, progressistes, et profondément anti-impérialistes, ayant participé au mouvement anticolonial global qui a libéré le tiers-monde. Après les indépendances, cet anticolonialisme s'est entre autres incarné dans un soutien à la cause palestinienne; celle-ci ayant toujours été, et l'est aujourd'hui plus que jamais, une cause anticoloniale.

Les monarchies quant à elles ont accédé à l'indépendance selon les desseins de domination de l'empire britannique au lendemain de la première guerre mondiale; ce fut le cas de

l'Arabie Saoudite, de la Jordanie, de l'Égypte et de l'Irak monarchiques, ou selon les desseins de la domination anglo-américaine comme ce fut le cas du Koweït dans les années 60, des Émirats Arabes Unis et du Qatar dans les années 70.

On peut dire que ces monarchies ont été conçues sur le modèle des Etats princiers indiens à l'époque où l'Inde était sous l'emprise de l'empire colonial britannique. C'est pourquoi leur indépendance formelle est assortie d'un alignement inconditionnel, admis et accepté par les familles régnantes, sur les intérêts anglo-américains dont la primauté d'Israël sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Lorsqu'un mouvement nationaliste avait existé dans une monarchie, comme ce fut le cas en Égypte et en Irak dans les années 50, le régime monarchique a été renversé et le nouveau régime s'est rangé résolument aux côtés des Palestiniens. Le cas du Maroc est particulier parce que des figures monarchiques importantes ont accompagné un mouvement nationaliste de libération. Après l'indépendance, la monarchie s'est totalement aligné sur le modèle qui se dessinait dans le Golfe aux détriments du mouvement nationaliste marocain. Tant et aussi longtemps que persistait un bloc de républiques stables et jalouses de leur indépendance, les monarchies ne pouvaient pas afficher leur rapprochement avec Israël, pas même après que l'Égypte ait commis sous le président Sadat l'erreur d'aller négocier seule avec les Américains et les Israéliens. Mais aujourd'hui que les républiques ont été presque toutes détruites par des invasions ou des guerres civiles, invasions et guerre dans lesquelles les monarchies du Golfe, Israël et États-Unis ont joué un rôle de premier ordre, il n'y a plus aucun prix politique à normaliser avec Israël, ni l'abandon total de la cause palestinienne.

Nous assistons aujourd'hui au triomphe d'un modèle néocolonial dans lequel l'arrogance des nouveaux dominés se manifeste dans la fierté du statut de subalternes, et la volonté de généraliser le modèle partout où on y échappe encore. Voilà pourquoi il faut s'attendre à des pressions sur l'Algérie, la Tunisie, et bien entendu l'Iran.

Algérie54: Ne pensez-vous pas que l'Algérie devient la cible par excellence de l'alliance de l'entité sioniste avec les monarchies du Golfe, à leur tête les EAU, qui n'ont nullement digéré la sortie du président algérien Abdelmadjid Tebboune, condamnant tout rapprochement avec cette entité, qui continue de violer le droit international ?

Dr. Miloud Chennoufi: Je suis certain d'une chose : il y aura des pressions, ce sera la ligne préférée du Maroc, ou des tentatives de soudoiment, la méthode connue des monarchies du Golfe. Et pour mieux comprendre la raison de ces pressions et de ces tentatives possibles de soudoiment, il faut surtout identifier le mouvement de fond qui a porté la récente vague de normalisation. Elle se manifeste par une facette active et une facette passive. La facette active revient à Israël, plus précisément à une vision propre à la droite et à l'extrême droite israélienne (encouragées par une gauche amorphe) qui a trouvé un écho favorable auprès de Trump par l'intermédiaire de son gendre Jared Kushner connu pour être proche des colons israéliens. Cette vision incarne l'alternative israélienne à une solution négociée avec les Palestiniens et avait été promue dans les années 90 contre le processus d'Oslo. Elle consiste à dire qu'Israël est capable d'obtenir une normalisation bilatérale avec plusieurs Etats arabes sans que cette normalisation n'inclut de quelque façon que ce soit la question palestinienne. Autrement dit une normalisation qui signifie l'abandon pure et simple des Palestiniens par chaque état arabe engagé dans la normalisation, et l'acceptation d'un régime d'apartheid sous lequel vivent les Palestiniens depuis quelque temps déjà. Et c'est exactement ce qu'Israël vient d'obtenir et c'est en ce sens que la

facette active de la normalisation revient à Israël.

Cela est rendu possible par la destruction des républiques, mais aussi parce que Trump, et pas quelqu'un d'autre, était président des États-Unis. C'est là un facteur déterminant pour comprendre l'incroyable passivité des monarchies. Depuis toujours, les présidents américains, tout en étant systématiquement pro-israéliens, souhaitaient que le conflit soit résolu par une négociation directe avec les Palestiniens, avec comme carte de pression l'unité des États arabes derrière les Palestiniens de sorte que la normalisation éventuelle soit le fruit du rétablissement des Palestiniens dans leurs droits à travers la création d'un État palestinien souverain; c'est le cœur de la fameuse solution des deux États qui fait de la normalisation une carte de négociation entre les mains des Palestiniens. Tant et aussi longtemps que telle était le message émanant de Washington, les monarchies, dans leur passivité et leur soumission à la volonté américaine, n'osaient pas normaliser.

Avec Trump tout a changé. Ce que les monarchies ont permis à Israël de détruire en lui servant de subalternes ce n'est pas seulement la possibilité pour les Palestiniens de confronter Israël, mais la possibilité même de la solution négociée des deux États. Les monarchies sont passives dans cette affaire dans la mesure où elles se sont ajustées à ce qui était exigé d'elles ; elles ne l'ont généré d'aucune façon. Vous remarquerez qu'il n'a pas été question d'accords de paix, donc pas de négociation à l'exception du marchandage avec le Maroc sur le Sahara Occidental , mais de normalisation diplomatique. Mais ce qu'on a exigé d'elles correspondait de part en part à la logique profonde de subordination qui a présidé à leur création, en en faisant les antagonistes naturels de toute velleité post-coloniale d'émancipation dans la région, ce qui devait nécessairement générer de l'animosité à l'égard de la cause anticoloniale palestinienne. En clair, la normalisation est une manière de dire que les Palestiniens doivent accepter la domination que les normalisateurs acceptent volontiers.

À ce stade de mon propos, je me demande même si le terme « normalisation » est adéquat. Je crois qu'il ne l'est pas, à moins de considérer normale une relation de subordination néocoloniale. Car il ne faut surtout pas se tromper; les relations entre d'un côté, le tandem Washington-Tel-Aviv, et de l'autre chacune des monarchies séparément, seront toujours des relations asymétriques. Les dominants d'un côté, les dominés de l'autre; ceux-ci servant de subalternes à ceux-là. Or une telle vision n'est normale que si elle est rapportée aux vieux réflexes de l'impérialisme britannique dont ce qui se passe aujourd'hui est une actualisation. Dans ces réflexes, le statut « normal » des sociétés de la région est celui de subalternes comme l'exprimait au 19^{ème} siècle Lord Cromer, personnage sinistre de la domination coloniale britannique en Égypte. C'est précisément à cela que s'est opposé le nationalisme anticolonial et postcolonial. Et c'est pourquoi ce nationalisme fut la cible d'une volonté de destruction aveugle, de l'agression tripartite (Grande Bretagne - France - Israël) contre l'Égypte nassérienne en 1956 à la destruction de la Syrie aujourd'hui en passant par l'Irak et la Lybie. L'asymétrie que j'ai évoquée, avec tous les rapports de subordination qu'elle implique, fait en sorte que tout état arabe engagé dans la normalisation devra jouer le rôle de sous-traitant de l'occupation israélienne et de la domination américaine. L'Égypte le fait depuis longtemps. Cette sous-traitance signifie pour les monarchies, d'un côté, de construire un front contre l'Iran (ce qu'elles font d'ores et déjà, mais maintenant avec un surcroît de zèle), et de l'autre à étouffer les Palestiniens financièrement et les isoler diplomatiquement. C'est sur ce dernier volet que des pressions et des tentatives de soudoiment vont s'exercer sur l'Algérie pour qu'elle suspende son financier et diplomate aux Palestiniens.

Algérie54: Dans une de vos dernières sorties médiatiques, vous avez insisté sur le resserrement des rangs des Algériens pour relever les défis de l'unité et la stabilité du pays face à la menace étrangère ?

Dr. Miloud Chennoufi: Toute réflexion sur l'éthos politique doit nous amener à ranger sous la catégorie de la responsabilité et du bon jugement politiques de ne jamais faire de certaines questions l'objet de surenchère partisane. En font notamment partie la sécurité, la défense, la politique étrangère, les droits humains, la liberté d'expression, voire une fête comme Yennayer ou plus généralement les questions identitaires. Cela ne signifie en rien qu'il faille s'abstenir d'en discuter ou de se dissoudre en tant qu'acteur politique autonome pour faire place à un acteur unifié, unique, et homogène. Éviter d'en faire l'objet de surenchère signifie en fait deux choses, la première s'appliquant à l'opposition, la seconde au pouvoir. D'une part, en tant qu'acteur politique responsable, je ne peux me permettre de jouer le jeu d'une puissance étrangère dans le but d'embarrasser mes adversaires politiques locaux. Je pense à ce leader de l'opposition qui a appelé à l'ouverture des frontières avec le Maroc au moment même où le gouvernement marocain redoublait d'animosité à l'égard de l'Algérie; ignorant même que les frontières avaient été fermées dans les années 90 en représailles à la décision unilatérale du Maroc d'imposer un visa aux Algériens à une époque où l'Algérie souffrait d'un effroyable isolement.

Plus généralement, c'est une marque indéniable d'immaturation politique et ultimement de faiblesse que de chercher à s'appuyer sur des puissances étrangères pour réaliser des objectifs de politique domestique. Rachad et du MAK le font ouvertement et avec zèle, d'autres le font peut-être sans s'en rendre compte lorsqu'ils jubilent à la moindre manifestation d'une ingérence étrangère. Pourquoi est-ce une erreur? La réponse ne procède pas uniquement de considérations morales, mais aussi et primordialement de considérations pragmatiques. En même temps que vous faites une offre de service à des puissances étrangères, vous leur lancez un message leur indiquant que vous acceptez le rôle de subalternes. Et c'est en subalternes que vous serez traités car lorsque les puissances étrangères décident de vous appuyer, ils le feront toujours selon leurs intérêts, et jamais selon les vôtres. Vous aurez beau penser que c'est vous qui les manipulez, vous vous tromperez car en même temps que votre offre de service est lancée, vous montrez que vous jouez aux dames là où ceux que vous sollicitez jouent aux échecs. Vous ne voyez pas plus loin que le court terme d'un objectif politique pressant pour lequel vous choisissez un moyen (l'ingérence étrangère) qui va vous affaiblir autant qu'elle va affaiblir vos adversaires. Ce faisant, vous ignorez tous les autres paramètres, notamment les paramètres qui déterminent les coups bien calculés de vos protecteurs conjoncturels, dont l'objectif est de faire de vous des subalternes puisque vous acceptez d'affaiblir, parfois même à détruire carrément, le tout dont vous faites partie. Il en a toujours été ainsi, des islamistes en Afghanistan dans les années 80, aux partis chrétiens libanais à la même période, aux Libyens et aux Syriens aujourd'hui.

D'autre part, mon propos signifie aussi que le pouvoir ne doit pas se croire fondé d'utiliser la réalité stratégique complexe dans laquelle se trouve le pays, pour affirmer que désormais toute discussion, y compris celle portant sur cette réalité même, ne peut qu'affaiblir le pays ou le livrer à des puissances étrangères. Je crois qu'il est possible, et certainement souhaitable, que toutes les questions liées au fonctionnement de l'Etat soient discutées librement dans l'espace public. Le délit d'opinion est quelque chose que je ne suis jamais parvenu à concevoir, pas seulement pour des raisons morales (la liberté d'expression est moralement supérieure à la censure) mais parce qu'il est contre-productif. Il y a une

différence fondamentale entre mettre certains sujets à l'abri de la manipulation partisane, et l'injonction de se ranger tous et toutes derrière une seule et unique opinion. Au propos le plus scandaleux, la réponse ne peut être ni la censure ni la prison, mais un contre-argument. La censure et la prison font de leurs victimes des héros et transposent le débat sur les libertés bafouées au lieu d'être sur le contenu des propos tenus. Or les appels à l'ingérence, les offres de services aux puissances étrangères, les tentatives insurrectionnelles, ne reposent jamais que sur une argumentation très fragile qu'il est possible de déconstruire et d'en exposer le caractère fallacieux dans une discussion libre. Ce n'est pas du tout un hasard si les partisans de ces choix politiques contestables, dès qu'ils sont confrontés avec des arguments rationnels, fuient la discussion, ou ont recours à l'insulte, à sophisme, et aux paralogisme. Je demeure convaincu que le remède est la discussion libre mais responsable, sans tabou mais sachant prendre en compte l'ensemble des paramètres, sans entraves mais rationnellement argumentée sur la base de faits. Cette discussion permettra toujours aux acteurs politiques, sans même le faire intentionnellement, de lancer un message à l'étranger à l'effet que les divergences internes ne sont pas une brèche ouverte à l'ingérence.

Algérie⁵⁴: Vous avez aussi évoqué l'invasion de l'Irak en 2003, et qui ouvrit la voie à l'unilatéralisme américain défiant la légitimité internationale, et à ce qui est appelé le Printemps arabe ?

Dr. Miloud Chennoufi: J'ai effectivement évoqué les deux phénomènes, mais séparément, sans nécessairement faire de lien de cause à effet entre les deux. Il y a cependant un lien qu'on peut établir si on comprend que la logique structurelle qui présidait à l'invasion de l'Irak est exactement la même que celle qui a présidé à la réaction des Américains au printemps arabe. Si les Américains ont saisi la fenêtre d'opportunité que les islamistes leur ont offerte le 11 septembre pour envahir l'Irak alors que l'Irak n'avait strictement aucune responsabilité dans ce qui venait de se produire à New York, c'est tout simplement parce que l'objectif des Américains qui transcende les éléments plus conjoncturels, c'est le suivant : écraser toute manifestation de résistance à l'ordre régional articulé autour d'une alliance symétrique entre les États-Unis et Israël, et d'une alliance asymétrique entre le duo de la première alliance et les monarchies du Golfe. Autrement dit faire triompher le statut de subalternes là où historiquement une opposition à ce statut avait été exprimée par les républiques; faire triompher le néocolonialisme en actualisant le modèle des états princiers de l'Inde coloniale sur le post-colonialisme que les républiques nationalistes ont tenté d'incarner.

Lorsque le printemps arabe s'est produit, sa dynamique échappait totalement aux Américains; ce n'était pas du tout le fruit des efforts qu'ils fournissaient depuis des décennies pour orienter, à travers leurs ONGs, tout changement dans la région et le soumettre aux intérêts américains. Le printemps arabe a commencé comme l'expression spontanée, légitime, et sans leadership politique, d'un mécontentement quant à la gouvernance défailante et la corruption des autorités politiques dans la région. Rappelez-vous, pendant les premiers mois, les Américains étaient bien embarrassés parce que le printemps arabe menaçait leurs alliés en Égypte et dans les monarchies; et cette menace ne cadrait pas du tout avec la logique structurelle qui est la leur et que j'ai essayé d'expliquer il y a un instant. C'est un fait établi aujourd'hui que le cynisme et l'opportunisme de Sarkozy, principal architecte de la guerre en Libye, a permis aux Américains de reprendre l'initiative à travers la militarisation du printemps arabe. Jusqu'à la guerre en Libye, le printemps arabe obéissait à une logique non-violente qui avait marginalisé l'islamisme et sa

thèse du changement violent nécessaire. La militarisation du printemps arabe, d'abord en Libye, ensuite en Syrie, et au Yémen, a permis de reproduire le vieux scénario de la collaboration des Américains avec les islamistes par l'intermédiaire des monarchies du Golfe pour faire triompher la logique structurelle du triomphe du subalterne. C'est pourquoi, la Syrie, la Libye, et le Yémen sont détruits, mais pas le Bahreïn où le printemps arabe s'est manifesté avec autant d'intensité au début. C'est en ce sens que la logique de l'invasion de l'Irak est la même que celle de la réaction au printemps arabe. Il importe peu ensuite que les pays détruits fassent l'objet d'une gestion post-conflit permanente. Les pertes en vie humaine et l'ampleur de la destruction importent tout aussi peu. Mais tout cela n'aura pas été possible si l'opposition irakienne d'abord, puis les opposition libyenne et syrienne n'avaient pas naïvement mis le sort de leurs pays respectifs entre les mains des puissances étrangères. Cela ne signifie pas que le changement n'était pas nécessaire dans tous ces pays, mais encore une fois le sens de la responsabilité exige qu'on réfléchisse un peu plus profondément aux moyens et aux conséquences.

Algérie⁵⁴: Ne pensez pas que ce « Printemps arabe » était destiné à la destruction des États-Nation ?

Dr. Miloud Chennoufi: Si par Etat-nation, vous entendez l'Etat post-colonial républicain issu des luttes pour l'indépendance, eh bien il est raisonnable de croire que l'objectif de ceux qui ont militarisé le printemps arabe, c'est-à-dire les Américains et les acteurs politiques locaux qui ont cru bon de s'appuyer sur une intervention militaire étrangère, était bel et bien d'effacer ce type de régime de l'équation géopolitique régionale. Et ceci au profit d'une domination confiée en sous-traitance aux monarchies construites, pour le répéter encore une fois, sur le modèle des états princiers de l'Inde coloniale. Mais le printemps arabe tel qu'il s'est manifesté initialement, tout particulièrement en Tunisie et Égypte, était un épisode d'une longue série d'éruptions populaires tout-à-fait légitimes contre les échecs répétés des gouvernants sur les questions sociales et économiques, et contre la corruption érigée en véritable mode de régulation du système politique. Personne ne peut affirmer en toute rigueur que le changement n'était pas nécessaire partout où le printemps arabe s'est manifesté. Il se trouve cependant que le changement ne parvient à éviter les dérives destructrices que si le mouvement populaire qui le porte est structuré autour d'organisations identifiables, ayant une vision claire et un enracinement populaire, et que la vision en question soit portée par des acteurs faisant preuve d'un profond sens de la responsabilité.

Là il faut s'inspirer de Max Weber pour définir l'éthique de la responsabilité en complément à l'éthique de conviction. Car l'éthique de la conviction, c'est-à-dire la foi en certaines valeurs, évidemment considérées par ceux qui y croient comme étant les plus nobles, n'est absolument pas suffisante en politique. Combien de crimes n'a-t-on pas commis au nom des idéaux élevés! L'histoire en est jalonnée. Donc en politique, en plus des principes, des idéaux, des causes qui nous tiennent à cœur, il faut une éthique de la responsabilité dans laquelle il faut bien mesurer les moyens qu'on utilise et surtout de considérer les conséquences prévisibles des choix arrêtés. Or partout où le printemps arabe s'est manifesté, seuls les Tunisiens sont parvenus *in extremis* à éviter la catastrophe. Et ils y sont parvenus non pas grâce à la classe politique qui failli faire imploser le pays à cause de chicanes idéologiques dogmatiques totalement dominées par d'irréconciliables éthiques de la conviction, mais grâce à des organisations de la société civile qui existaient bien avant le printemps arabe. Partout ailleurs, des structures de ce genre étaient absentes. Si bien que les acteurs politiques de l'opposition, incapables de comprendre leurs propres intérêts du

point de vue pragmatique, ont servi les intérêts de leurs adversaires comme en Égypte, ou celui des puissances étrangères comme en Libye et en Syrie. En Égypte, les Frères Musulmans étaient trop aveuglés par leurs réflexes idéologiques pour comprendre qu'il était dans leur intérêt vital de consolider le pluralisme quand ils sont parvenus au pouvoir, et bâtir les institutions d'un Etat de droit en associant l'ensemble du spectre politique égyptiens. Au lieu de cela, ils ont naïvement cru qu'ils avaient dominé l'armée juste parce que le chef d'état-major nommé pendant leur mandat était connu pour être un homme profondément religieux. Ils se sont lancés dans une politique confessionnelle porteuse d'exclusion, et se sont mis à pointer comme cible les branches non-islamistes de l'opposition, cédant aux sirènes turques et qataris qui les encourageaient dans leur entreprise idéologique. En agissant de la sorte, ils ont uni presque l'ensemble du spectre politique égyptien contre eux. On peut dire que l'armée égyptienne n'aurait jamais pu réaliser un passage en force en 2013 si elle ne s'était pas appuyé sur l'unanimité que les Frères Musulmans ont fait contre eux-mêmes. Le résultat est un là : un autoritarisme encore féroce qu'avant, et un rôle de subalterne fermement assumé, notamment dans la mise en œuvre du blocus israélien contre Gaza. En Libye, et plus encore en Syrie, l'opposition n'a pas réfléchi deux fois avant d'accepter d'inscrire son action dans la logique structurelle des Américains dont j'ai déjà parlé. Ces oppositions avaient une fixation obsessionnelle unique : le changement de régime. Rien en dehors de cet élément n'était clair : l'alternative qu'elles proposaient était floue parce qu'elles étaient tiraillées idéologiquement entre des courants idéologiques fragmentaires et opposés par de profondes divergences sur pratiquement tous les aspects de l'état futur. Le seul moyen unificateur des islamistes, libéraux, et séparatistes ethniques était la fuite en avant du changement de régime à tout prix. Et c'est la brèche dans laquelle ont pu s'engager les puissances occidentales et les monarchies du Golfe dont l'objectif stratégique n'avait pas le moindre lien avec les aspirations originelles tout-à-fait légitimes du printemps arabe. Je parle sans sympathie aucune à la brutalité des gouvernements libyen et syrien avant et après le printemps arabe. Ils ont une part non-négligeable de responsabilité dans le malheur qui a frappé leurs pays. Je dis simplement que si on veut se présenter comme alternative, il est nécessaire de comprendre que tous les moyens ne sont pas nécessairement bons, et que la plus noble des causes n'autorise pas n'importe quel moyen. L'éthique de la responsabilité exige qu'on mesure bien la provenance des moyens et leurs conséquences. Surtout lorsque ceux qui t'encouragent sur la voie des armes ne le font que pour servir leurs propres intérêts de réduire ton propre pays soit à un statut de subalterne soit à des ruines. Dans les deux cas ils gagnent et tu perds.

Entretien réalisé par M.Messaoudi

Notice biographique :

Dr. Miloud Chenoufi est professeur de relations internationales et directeur des études supérieures au Collège des Forces Canadiennes (Toronto). Il est senior fellow à l'École des affaires publiques et internationales (Université York) où il enseigne la diplomatie et les théories des relations internationales. Il est par ailleurs chercheur associé à la Chaire Raoul Dandurand d'études diplomatiques et stratégiques (Université du Québec à Montréal). Durant les années 90, il était journaliste dans la presse indépendante algérienne, notamment à El-Khabar, au Soir d'Algérie, et à La Tribune.

La source originale de cet article est [Algérie54](#)

Articles Par : [Miloud Chennoufi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca